# S CIÉTÉ NATIONALE DES INGÉNIEURS PROFESSIONNELS DE FRANCE (SNIPF)



Certifie

ÿ vos compétences t d’ingénieur.



Doit être rédigée sur papier à en-tête de l'Employeur

Exemple d'attestation Employeur

(DC N° 04 - indice S - 2020 - page 1/2}

(pour un salarié travaillant dans une Société de droit français)

Je soussigné, Georges **PEVISSIER,** Président Directeur Général de la Société Anonyme VIDALON, atteste que Monsieur Noël **PAIN,** né le 7 Juillet 1958, est notre collaborateur depuis le 15 Octobre 1978. Sa carrière chez nous est la suivante :

*a-* ***du 1571071978 au 3171271982*** *:* Agent **Technique** d’Exploitation

ler Échelon (coefficient hiérarchique 200 de la Convention Collective des Employés, Techniciens Agents de Maîtrise - ETAM - de l’Exploitation d’Équipements Thermiques et de Génie Climatique).

***b- du 0170171983 au 31/1271990*** *:* Chef d’Atelier

2º puis 3º Échelon (Coefficient 270 de la Convention Collective ETAM précitée)

1. ***du 0170171991 au 3171271995*** *:* **Technicien d’Études Principal**

(Coefficient 300 de la Convention Collective ETAM précitée).

1. ***de 0170171996 au 3171272000*** *:* **Adjoint au Chef du Bureau d’Études exploitation**

Cadre position II - A puis II - C, Coefficient hiérarchique 75 et 90 de la Convention Collective Nationale des Ingénieurs, Assimilés et Cadres - IAC - des Entreprises d’Exploitation de Chauffage et de Distribution de Fluides Thermiques.

1. ***du 0170172001 à ce jour*** *:* Chef **de Centre d’Exploitation**

Cadre position III - B, Coefficient 105 de la Convention Collective IAC précitée

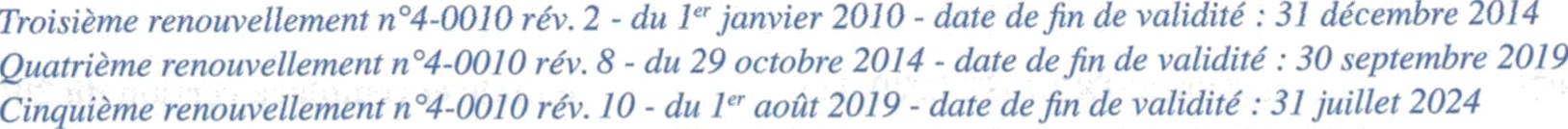
Je certifie, que Monsieur **Noël PAIN** assure depuis Janvier 1996 une fonction qui confirme l’exercice du métier d’ingénieur.

Fait à Paris, le 01 Septembre 2008, pour servir et valoir ce que de droit.

***Signat* u*re de l’Employeur***

Nota : le signataire doit être identifiable : nom, prénom, fonction, lien éventuel avec le demandeur.

édition du 01/01/2020 document-DC04-S1-2020 annule et remplace version du **20/10/2016**



DlP9S0HÑEî

'

# Exemple d’attestation Employeur (suite)

(DC N° 04 - indice S - 202ti - page 2f2}

Comme pour les salariés les autos attestations ne sont pas recevables.

1. *Fonction d’ingénieur exercée selon un statut libéral •*

Dans ce cadre, le demandeur doit fournir au moins deux attestations de Clients donneurs d'ordres représentatifs.

*1.0-* Ces documents doivent être rédigés sur papier à en-tête de la Société émettrice et ils doivent définir clairement :

*1.1-* Le type des missions en indiquant les responsabilités des deux parties, ï.2- La nature des travaux,

*1.3-* Les dates de début et de fin de mission et la durée,

*1.4-* Le signataire doit définir sa fonction,

*1.5-* La signature doit être identifiable

*1.d-* Le signataire doit justifier d'un niveau suffisant et occuper un poste de responsabilité, lui permettant d'évaluer une fonction d'ingénieur.

*1.* 7- Le statut libéral doit être validé par tous documents officiels justificatifs.

*1.8-* Tout autre document pouvant démontrer la fonction d'ingénieur, sera évaluée par le Président de la CNC ou l'Assesseiir principal, pour être recevable.

1. *Expert de justice*

Dans ce cadre précis, la CNC -Commission Nationale de Certification considère que le Tribunal est un employeur direct, même s'il s'agit d'une activité partielle.

*2.0-* L'expert de justice, doit justifier son activité :

2.0.1- Sur les quatre années qui précèdent le retour du dossier de certification initiale,

2.0.2- Sur les trois ans du cycle, compris entre la certification précédente et le moment de la demande de renouvellement.

*2.1-* Pour remplacer les attestations de clients donneurs d'ordres, le demandeur pourra fournir les tableaux récapitulatifs, qu'il remet au Magistrat dont il dépend chaque année.

*2.*2- S'il est missionné par plusieurs Chancelleries, il fournira les tableaux annuels pour chaque chancellerie.

*2.3-* Tous les intervenants dans le processus de certification, de la Commission Nationale de Certification, sont tenus à une clause de confidentialité. En conséquence, le secret d'un dossier n'est pas opposable.

édition du 01/01/2020 document-DC04-S2-2020.doc annule et remplace version du 20/10/2016